



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 23/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Indorama Venture Mobility Longlaville SAS

P.E.D. - LONGLAVILLE
CS 51427
54414 LONGWY CEDEX

Références : 2110_2024
Code AIOT : 0006200339

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement Indorama Venture Mobility Longlaville SAS implanté PED 54810 Longlaville. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi de la non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 24 novembre 2020 concernant le flux horaire maximal d'acétaldéhydes rejeté au niveau de la TAR 1030 du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Indorama Venture Mobility Longlaville SAS (EX Glanzstoff Longlaville)
- PED 54810 Longlaville
- Code AIOT : 0006200339
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Indorama, située Pôle Européen de Développement 54810 LONGLAVILLE, est autorisée, par arrêté préfectoral n°2004-284 du 24 février 2005 modifié, à exploiter des installations de fabrication de fibres polyester.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 13/01/2015, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a étudié des possibilités de traitement de l'acétaldéhyde afin de limiter les émissions atmosphériques au niveau de la TAR 1030. Ces traitements ne sont pas prévus pour des installations industrielles.

D'autre part, l'exploitant met en avant le manque de fiabilité de la mesure de l'acétaldéhyde dans l'air pour justifier une demande de modification de la méthode d'analyse utilisée pour estimer le flux d'acétaldéhyde rejeté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'acétaldéhydes
Prescription contrôlée : 5.1 A l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2004-284 du 24 février 2005 modifié, la valeur limite de débit massique d'acétaldéhyde pouvant être émis dans l'air fixée à 2 kg/h est portée à 4 kg/h (flux totalisant les acétaldéhydes sous formes gazeuses et de gouttelettes). 5.2 L'article 16.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2004-284 du 24 février 2005 modifié est complété par : «Le prélèvement pour la mesure des acétaldéhydes répond au protocole joint en annexe du présent arrêté (parties 1 à 3). Cette évaluation des rejets d'acétaldéhyde dans l'air est mise en perspective avec un bilan matière des teneurs en acétaldéhyde dans l'eau de la tour aéroréfrigérante en amont et en aval, bilan effectué au moins une fois par semaine (partie 4 de l'annexe au présent arrêté). Une campagne de mesures de la présence d'acétaldéhyde dans l'environnement autour de l'établissement visé à l'article 1 ^{er} du présent arrêté sera opérée par un organisme extérieur compétent au moins tous les 2 ans. Le plan de surveillance est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées avant réalisation de la première campagne de mesures qui doit intervenir au plus tard au cours de l'année 2015. »
Constats : <i>[Pour mémoire : rappel de constats antérieurs / extrait du rapport AG/CR/1388-2020 suite à la visite du 24 novembre 2020 : L'exploitant réalise un contrôle semestriel des rejets en acétaldéhyde de la TAR MARLEY 1030A et 1030B mais ne transmet pas systématiquement les résultats à l'inspection. Les prélèvements pour la mesure des acétaldéhydes sont réalisés suivant le protocole joint en annexe de l'arrêté du 13 janvier 2015 (protocole établi par l'INERIS en 2015). Les résultats des 4 dernières années montrent le respect des valeurs autorisées en concentration sur les 2 points de rejet mais des dépassements très importants des flux horaires par rapport à la valeur totale autorisée.]</i> Suite à la non-conformité constatée lors de la visite du 24 novembre 2020, l'exploitant a porté à la connaissance de l'administration une demande de modification de la méthode de mesure des rejets d'acétaldéhydes au niveau de la TAR MARLEY 1030. Il propose de remplacer les 2 mesures atmosphériques annuelles au niveau de la TAR MARLEY 1030 par l'utilisation de la méthode du bilan massique de l'acétaldéhyde dans l'eau en amont et aval de la TAR MARLEY 1030 avec 2 mesures hebdomadaires, ainsi qu'une mesure de débit d'eau entrant dans la tour. L'exploitant propose également d'augmenter la fréquence de mesure de la surveillance environnementale des retombées d'acétaldéhyde (tous les ans au lieu de tous les 2 ans actuellement).

Le jour de la visite l'exploitant a présenté les résultats des mesures dans l'eau amont/aval de la TAR 1030 qu'il effectue depuis 2022. Ces résultats ne montrent pas de dépassement du flux horaire.

Lors de la visite, l'exploitant déclare avoir pris contact avec différents prestataires ayant développé des systèmes de traitement de l'acétaldéhyde mais que ces techniques ne sont pour l'instant pas adaptées à l'échelle industrielle.

D'autre part, l'exploitant a présenté à l'inspection les essais réalisés sur son process, débutés en avril 2024, visant à réduire la quantité d'acétaldéhyde produite au cours du process, en faisant varier les différents paramètres des réacteurs (température, pression, ...).

L'inspection estime, en se basant sur les recommandations de l'étude INERIS du 15/06/2012 qui indique que la mesure de l'acétaldéhyde dans l'eau est plus fiable que la mesure dans l'air, que la demande de l'exploitant est pertinente et ne conduira pas à sous-estimer le flux d'acétaldéhyde émis au niveau de la TAR 1030.

L'exploitant devra cependant démontrer l'impossibilité de mettre en place une solution de traitement de l'acétaldéhyde et inventorier les émissaires rejetant de l'acétaldéhyde et les flux associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de mettre à jour l'étude de maîtrise des émissions d'acétaldéhyde réalisée en 2012 en précisant en particulier les nouvelles techniques de réduction envisagées et les raisons de l'impossibilité de leur mise en œuvre ;
- de quantifier les émissions d'acétaldéhyde dans l'air au niveau de l'ensemble des points de rejets du site, afin de pouvoir déterminer la valeur maximale du flux horaire d'acétaldéhyde au niveau de la TAR 1030.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois